



National Defence
National Defence Headquarters
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Défense nationale
Quartier général de la Défense nationale
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

RETURN BIDS BY EMAIL TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS PAR
COURRIEL À:

[DapServicesBidReceiving-
DoaServicesReceptionDesSoumissions@forces.gc.ca](mailto:DapServicesBidReceiving-DoaServicesReceptionDesSoumissions@forces.gc.ca)

Attn : Sharon Sally, DAP 2-3-7

Proposal To: National Defence Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefore.

Proposition à : Défense nationale Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens et services énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indique(s).

Title/Titre Consultant en environnement		Solicitation No – N° de l'invitation W8485-23-SC02/A	
Date of Solicitation – Date de l'invitation 19 octobre 2022			
Address Enquiries to – Adresser toutes questions à Sharon Sally DAP 2-3-7 DapServicesBidReceiving- DoaServicesReceptionDesSoumissions@forces.gc.ca			
Telephone No. – N° de téléphone 819-939-8990		FAX No – N° de fax	
Destination 455 Boulevard de la Carrière Gatineau, QC			

Instructions: Municipal taxes are not applicable. Unless otherwise specified herein all prices quoted must include all applicable Canadian customs duties, GST/HST, excise taxes and are to be delivered Delivery Duty Paid including all delivery charges to destination(s) as indicated. The amount of the Goods and Services Tax/Harmonized Sales Tax is to be shown as a separate item.

Instructions : Les taxes municipales ne s'appliquent pas. Sauf indication contraire, les prix indiqués doivent comprendre les droits de douane canadiens, la TPS/TVH et la taxe d'accise. Les biens doivent être livrés « rendu droits acquittés », tous frais de livraison compris, à la ou aux destinations indiquées. Le montant de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément.

<p>Solicitation Closes – L'invitation prend fin</p> <p>At – à : 2:00 pm Eastern Standard Time (EST) 14:00 Heure Normale de l'Est (HNE)</p> <p>On - le : 18 November 2022 18 novembre 2022</p>
--

Delivery required - Livraison exigée	Delivery offered - Livraison proposée
Vendor Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of vendor (type or print) - Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (caractère d'imprimerie)	
Name/Nom _____	Title/Titre _____
Signature _____	Date _____

MODIFICATION 002

Le but de la modification 002 est le suivant :
- Répondre aux questions des soumissionnaires

Question 1

En ce qui concerne l'Énoncé des travaux, 7.0 Emplacement des travaux, qu'est-ce qui constitue un autre emplacement acceptable? Je reconnais qu'il peut y avoir des moments où j'aurais besoin d'accéder à des documents sécurisés sur place et que je devrais donc travailler sur place au 455, boulevard de la Carrière, Gatineau, QC. Cependant, serais-je capable de faire la plupart du travail à mon bureau dans une autre ville de l'Ontario?

Réponse 1

L'année prochaine, si le Centre d'essais techniques aérospatiaux déménage à Ottawa, il y aura une inspection des matières dangereuses sur le site pour assurer la conformité environnementale. Cela peut prendre quelques jours. De plus, la personne doit se rendre dans la région de la capitale nationale pour obtenir un laissez-passer, pour obtenir l'ordinateur portable et pour une formation spécifique si nécessaire. Il n'y aura aucune indemnité de déplacement et de séjour. Si cela vous convient, le travail à distance est acceptable si un service Internet fiable est disponible à la maison.

Question 2

Les tâches décrites dans la portée des travaux à l'annexe A pourraient être accomplies par une ressource ayant une formation en génie. La Couronne envisagerait-elle de modifier la première partie de MT1 et PRT1 pour lire « La ressource proposée par le soumissionnaire doit être titulaire d'un diplôme d'une université reconnue avec une spécialisation en sciences de l'environnement ou en chimie ou en biochimie ; ou une spécialisation en génie de l'environnement. » ?

Réponse 2

La Couronne ne souhaite pas modifier MT1 et PRT1.

Question 3

L'État bénéficierait d'avoir une ressource avec une désignation professionnelle d'ingénieur pour l'examen des ensembles de données techniques et des profils d'équipement, des documents techniques et des manuels d'équipement, comme l'exige la portée des travaux. L'État envisagerait-il d'ajouter les critères techniques cotés suivants : « La ressource proposée par le soumissionnaire doit détenir une licence d'ingénieur professionnel au Canada. Le soumissionnaire doit fournir une copie de la licence avec la soumission. (10 points) »?

Réponse 3

La Couronne ne souhaite pas ajouter de critères cotés supplémentaires.

Question 4

Les sujets environnementaux sont de plus en plus axés sur la résolution des problèmes commerciaux et de processus dans le fonctionnement du département et moins uniquement sur les rapports sur les résultats environnementaux. Par conséquent, une combinaison d'études commerciales et environnementales profiterait au plus haut degré à l'État pour cette portée de travail. L'État envisagerait-il d'ajouter les critères techniques cotés suivants : « La ressource proposée par le soumissionnaire doit détenir un diplôme en administration des affaires d'une

université reconnue. Le soumissionnaire doit fournir une copie du diplôme avec sa soumission. (10 points pour une maîtrise en administration des affaires; 5 points pour un baccalauréat en administration des affaires) » ?

Réponse 4

La Couronne ne souhaite pas ajouter de critères cotés supplémentaires.

Question 5

L'État aurait avantage à disposer d'une équipe d'experts chevronnés en la matière sur laquelle l'expert-conseil en environnement pourrait compter pour appuyer la préparation de la politique environnementale et des documents d'orientation. L'État envisagerait-il d'ajouter des critères techniques cotés qui précisent comment l'expert-conseil en environnement sera appuyé par une équipe d'experts techniques? La formulation suggérée pour l'ERP peut inclure : « Décrivez la structure de l'équipe de la ressource proposée par le soumissionnaire, y compris la façon dont la ressource proposée sera soutenue par une équipe d'experts en la matière pour exécuter le travail. Ces critères techniques cotés pourraient être évalués selon la structure de points suivante : 10 points pour les experts ayant plus de 10 ans d'expérience en tant que consultant en environnement; 5 points pour les experts ayant plus de 5 ans d'expérience en tant que consultant en environnement.

Réponse 5

La Couronne ne souhaite pas ajouter de critères cotés supplémentaires.

**** Tous les autres termes et conditions restent les mêmes ****